

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2014

Volume XV

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

ENSEIGNEMENTS MILITAIRES DE L'INTERVENTION FRANÇAISE AU MALI

THE FRENCH WAY OF WAR

PAR

HENRI WEISSENBACH (*)

En octobre 2001 les Etats-Unis d'Amérique lancèrent leur opération de renversement du régime des Talibans et envahirent l'Afghanistan. C'était le premier acte de la guerre contre le terrorisme déclenchée par G. W Bush. Dans les premiers jours, les forces spéciales américaines et britanniques furent les seules à opérer au sol en s'appuyant sur les troupes de l'Alliance du Nord, composées majoritairement des minorités ethniques du pays, Tadjiks, Ouzbeks et Hazaras, opposées dans la guerre civile à l'ethnie dominante pachtoune.

En cinq semaines, Kaboul était conquise et la majorité du territoire sous le contrôle de la coalition. La destruction des éléments talibans, pour la plupart d'origine pachtoune, a été obtenue principalement par l'appui aérien aux troupes de l'Alliance du Nord et l'emploi de forces spéciales américaines avec l'apport tardif de quelques bataillons de l'armée de terre américaine et des *Marines* (1).

Si on regarde le déroulement au Mali de l'intervention française, l'opération Serval, on pourrait y voir le même schéma. Des éléments des Forces spéciales françaises sont projetés depuis des bases situées dans les pays africains voisins, puis renforcés depuis la France. Ils affrontent immédiatement les membres des groupes qu'on a qualifiés de « *narcos-terroristes-djihadistes* » (2) descendant du Nord vers le pays utile. Dans le même temps, des troupes françaises et leurs matériels sont acheminés. Les premières sur place sont des unités stationnées dans différents pays africains, les suivantes viennent directement de France. Les opérations aériennes, qui sont la première manifestation de l'intervention française, sont conduites simultanément par des appareils provenant du Tchad et de la métropole, alors que les hélicoptères de soutien des forces spéciales interviennent en appui direct de ces dernières. Le déroulement de cette pre-

(*) Editeur

(1) Notamment plusieurs bataillons de la 10th Mountain Division.

(2) En premier lieu le Mouvement pour l'unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), Al Quaïda au Maghreb islamique (AQMI) et Ansar Dine, dont certains sont soupçonnés de se financer, entre autres, par le trafic de drogue.

mière phase de l'opération montre déjà quelques différences avec l'intervention américaine de 2001 en Afghanistan. L'effort humain principal en 2001 fut celui des hommes de l'Alliance du Nord, soutenus par les troupes américaines et de petits contingents anglais et australiens de forces spéciales et de très importants moyens aériens, ainsi que par le renseignement fourni par l'impressionnante gamme de vecteurs (avions de reconnaissance, drones, satellites) que possèdent les armées américaines. Au Mali, ce sont les soldats français qui interviennent en premier, l'armée malienne ou ce qui en reste n'étant pas opérationnelle.

Les troupes françaises montent une opération de cavalerie, prenant de vitesse leurs adversaires, les empêchant de se regrouper après les frappes aériennes et les obligeant à remonter vers leurs bases du Nord pour éviter d'être coupé de leur sanctuaire. Le but premier est de repousser au-delà de la boucle du Niger les forces adverses et de leur reprendre les villes du Sahel. Cette opération est un succès total. Elle n'est conduite que par des forces françaises, les quelques soldats maliens qui arrivent à suivre la progression française, certains à Mobyette, ne jouant que les utilités. Pendant ce temps, les palabres continuent entre chefs d'Etat africains pour fixer les contingents de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) à déployer, les délais, leurs rôles respectifs, le financement, etc. Lorsque les premiers contingents de cette mission débarquent à Bamako, la première partie de l'opération Serval est presque terminée et, de toute façon, ces troupes ne sont pas opérationnelles. La France, dans cette opération, bénéficie d'un soutien très tenu de la part des membres de l'Union européenne (UE). Ce sont quelques appareils de transport et de ravitaillement en vol, des encouragements, mais aucune botte au sol. L'aide la plus conséquente provient, encore une fois, des Etats-Unis. L'Allemagne, qui pourtant en Afghanistan avait fourni des moyens conséquents, accorde à son « partenaire privilégié » de l'UE une aumône, sous la forme de deux avions Transall rachitiques.

Là où les Français font le travail eux-mêmes, les Américains avaient en quelque sorte délégué en sous-traitance une grande partie des opérations à des factions afghanes, avec les conséquences qu'on pouvait prévoir; les massacres de prisonniers à Kunduz et l'échec de la souricière de Tora Bora, où certains chefs de guerre locaux, loués par les Américains, laissèrent filer obligeamment une grande partie des Talibans et des chefs d'Al Quaïda.

L'Armée française est bien servie par sa parfaite connaissance du terrain et des populations. Depuis la décolonisation, elle n'a pas cessé d'être présente sur le terrain et de tirer profit sur le plan tactique de ses divers engagements de combat dans cet environnement (au Tchad notamment). Elle dispose également du matériel idoine, matériel de fabrication française, plus de première jeunesse pour l'essentiel, mais encore efficace, fiable et rustique. Cependant, sans l'aide de ses alliés, elle aurait difficilement pu mener à bien cette opération. En effet, en matière de logistique aérienne et de moyens de détection, elle souffre de carences importantes. Sans cet apport extérieur, les pertes auraient été considérablement plus importantes, car l'adversaire aurait pu utiliser la surprise due

au brouillard de la guerre (3). Grâce aux drones et aux appareils de détection anglo-américains en complément des Atlantic de la Marine française, impossible pour l'adversaire d'utiliser la vacuité des immensités du Nord Mali pour prendre par surprise les unités françaises disséminées sur ce vaste territoire. Ces dernières, grâce à ces moyens, sont aptes à détecter les mouvements et d'éventuelles menaces ennemies sur leurs flancs et leurs arrières. Une condition fondamentale pour mener une opération combinée aéro-terrestre dans laquelle il n'y a plus de front, mais une poussée sur un objectif. Un point à retenir lors des prochains arbitrages budgétaires de l'Etat français.

A la grande surprise de la plupart des observateurs, l'armée française a sorti de sa manche un joker, l'armée tchadienne. Deux mille soldats tchadiens, princes du combat en milieu désertique, ont rallié dans des délais très courts l'est du Mali en passant par le Niger, entraînant avec eux quelques unités de l'Armée du Niger. Cette manœuvre, qui certainement aura surpris l'adversaire, a permis de prendre ce dernier en tenaille et de l'obliger à refluer au plus vite vers le Nord avant de se faire couper la route par ces troupes. Toutes ces circonstances (la manœuvre tchadienne, le repositionnement de certaines forces françaises, la rapidité du déploiement des troupes et du matériel depuis la France) montrent que l'état-major des armées avait prévu l'occurrence d'une descente vers Bamako des narcos-terroristes-djihadistes et pris ses dispositions. La France, du moins son armée, est encore capable de penser la guerre. Le retournement (4) du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), une faction laïque des Touaregs, au-delà de la versatilité proverbiale de ces derniers, en est une démonstration supplémentaire. Le gouvernement de François Hollande, qui a dit tout et son contraire dans la crise malienne, a reçu de l'armée une solution « clef en main » sans l'avoir demandée.

Maintenant, si une bataille a été gagnée, la guerre ne l'est pas encore. Pour cela, il faut qu'un certain nombre de conditions soient remplies. D'abord, après avoir éradiqué de leurs sanctuaires de l'Adrar des Ifoghas le reste des combattants ennemis, il faut éviter qu'ils en reconstituent un autre dans la zone. Cela semble ne pas encore être acquis. Les pays limitrophes du Mali doivent verrouiller leur frontière et éviter que les fuyards puissent se regrouper sur leur territoire. Cela devrait être possible pour l'Algérie, qui dispose de troupes nombreuses et expérimentées, pour autant qu'elle ait la volonté politique de le faire. Après l'attaque du site d'exploitation gazier d'In Amenas dans l'Est algérien, gageons que l'avertissement aura porté.

L'une des causes de l'échec américain en Afghanistan trouve ses origines dans le double jeu pakistanais, « allié » des Etats-Unis dans sa guerre contre le terrorisme et soutien de leurs ennemis talibans par ailleurs. Une stratégie semblable de l'Algérie serait la condamnation de toute tentative de pacification du Sahel.

(3) L'imprévisibilité dans la guerre, l'incertitude dans laquelle elle se déroule sur le terrain et le flou sur la position des acteurs, selon la formule de Carl von Clausewitz.

(4) Et qui semble avoir été préparé par la France.

L'Est est verrouillé par les Tchadiens et les Nigériens, aidés par la surveillance aérienne déployée par la France et ses alliés, les drones et les PC 12NG américains basés à Djibouti et au Niger. A l'Ouest, les Mauritaniens pourraient arriver à couvrir leur frontière avec l'aide des Français, des troupes « réorganisées » de l'armée malienne et de la Mission intégrée des Nations Unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMA), qui a pris le relais de la MISMA, si cette dernière arrive à maintenir une posture opérationnelle. Une fois débarrassé de ces bandes armées menaçant directement l'existence du pays et la sécurité rétablie, il faudra également trouver une solution à la relève des troupes françaises. Ce n'est pas la moindre des difficultés : les reports successifs des retraits programmés démontrent qu'on n'en est pas encore là.

En dehors de ces conditions militaires, un retour à une vie normale au Mali tient à la réconciliation nationale et la suppression des causes ayant entraîné l'instabilité du Nord et ainsi favorisé l'implantation des éléments perturbateurs étrangers. La paix sera obtenue par un retour au politique et la remise en marche de l'Etat et de son économie. Il faut pour cela que les élites du Sud dépassent leur comportement prédateur et que l'antagonisme récurrent entre les populations du Nord (Touaregs, Arabes et Maures principalement) de tradition pastorale et celles du Sud, ces dernières représentant l'écrasante majorité, puisse trouver une solution institutionnelle. Deux autres défis de taille pour faire passer le Mali du statut d'Etat failli à un Etat capable d'assurer la sécurité de ses citoyens : la bonne gouvernance et le développement humain et économique. Les élections présidentielles maliennes se sont relativement bien déroulées et la légitimité du Président élu, grâce au différentiel très net avec le score de son opposant du second tour, n'est pas contestée et fait faire au pays un pas dans la bonne direction.

Pour revenir au titre de ce papier, un peu ironique peut-être aux yeux de certains, force est de constater qu'avec des moyens humains et techniques somme toute limités, une puissance moyenne comme la France est capable de monter une opération militaire d'envergure, conduite professionnellement, et d'atteindre des buts de guerre restreints, cela sans trop de casse. La connaissance du milieu géographique et humain est un atout considérable. L'ouverture et le dialogue avec les populations et les édiles, la recherche de leur soutien à l'intervention, la modestie des buts fixés – pas question de vouloir transformer la nature même du milieu social comme le prétendait G. W. Bush, porteur du flambeau de la liberté civilisatrice – et la concertation avec les pays voisins concernés permettent le succès d'une opération militaire étrangère et ouvrent la perspective future d'un pays apaisé. Le but n'est pas encore atteint, mais il semble en bonne voie de l'être.

Après les désastres de l'« *American way of war* » en Afghanistan et en Iraq (5), qui ont coûté des centaines de milliers de morts et des centaines de milliards de dollars pour pratiquement n'atteindre aucun des buts fixés et peut-être pire encore, durablement préteriter les rapports entre l'Islam et l'Occident,

(5) Thomas E. RICKS, *FIASCO. The American Military Adventure in Iraq*.

on peut se réjouir que la vieille Europe et la France particulièrement soient encore capables de mener une guerre sans la perdre et d'utiliser l'instrument qu'elle ait pour rétablir la paix. La guerre civile en Syrie sera l'antithèse de la manœuvre malienne.

DES BUTS DE GUERRE EN SYRIE

Aux portes de l'Europe, la guerre ravage la Syrie. En Occident, on se préoccupe de faire cesser les massacres. Ce qui a commencé comme un mouvement social, qui depuis la Tunisie s'est étendu par la Libye à l'entier du Machrek, s'est poursuivi par un soulèvement d'une partie du peuple contre une oligarchie maffieuse et incapable. Il s'agit bien maintenant d'une guerre après avoir été une révolte populaire. Et d'une guerre civile en plus qui menace de s'étendre à ses voisins partageant avec la Syrie les mêmes ethnies et les mêmes religions.

La France, le gouvernement britannique, désavoué il est vrai par la Chambre des Communes, et une partie du Congrès américain souhaitent une intervention : armer les rebelles et décréter une zone d'exclusion aérienne, envoyer des forces spéciales se battre et des techniciens conseiller les rebelles. Il faut aider les populations à renverser le régime baasiste du Président alaouite honni par une partie de son peuple et, avec la Syrie libérée des Assad, parachever l'entreprise d'éradication par les peuples des dictateurs de la rive méridionale de la Méditerranée. Après l'attaque au gaz sarin dans la banlieue de Damas fin août, les voix demandant une intervention se font de plus en plus nombreuses et mettent le président américain Obama au pied du mur, lui qui avait averti que l'utilisation de ce type d'armes prohibées était une ligne rouge à ne pas franchir.

Pourquoi ? Voilà une question que l'on n'entend pas. Quels sont les buts de guerre et dans quelle grande stratégie viendrait s'insérer une implication militaire directe de l'Europe et des Etats-Unis en Syrie ? Eliminer les pouvoirs non sunnites des pays de la région ? Ou agir dans le cadre du devoir de protéger ? Dans ce cas, qui protéger ? Car pour protéger les uns, il faudra tuer les autres. Comme l'a observé Alexandra Novosseloff de la Direction des affaires stratégiques du ministère français de la Défense dans un article publié par *Le Monde*, ce serait « *ajouter les bombardements aux bombardements* ».

Depuis l'intervention des Etats-Unis en Afghanistan et plus encore depuis la seconde intervention en Iraq de 2003, les justifications proposées pour rendre la guerre juste sont liées à la lutte contre le terrorisme. En Afghanistan, après ce mobile, venait celui de chasser les Talibans du pouvoir, qui en plus de leur comportement moyenâgeux, abritaient le meilleur ennemi de l'Amérique, Al Quaïda.

Il y avait d'autres mobiles, ceux-là inavoués. Les compagnies pétrolières américaines, particulièrement UNOCAL, soutenues par le Département d'Etat, n'avaient pas hésité à entreprendre des discussions très concrètes avec les Talibans au sujet d'un projet de construction d'un *pipeline* reliant le Turk-

ménistan au Pakistan et à ses débouchés maritimes. Ces discussions furent interrompues, officiellement, après les attentats de Nairobi et de Dar es Salam contre les ambassades américaines. Certains ne veulent voir dans ces rapprochements qu'une énième version de la théorie du complot (6). Il n'empêche que, de manière récurrente, dans les années de présidence des Bush, on a pu remarquer que les intérêts des entreprises énergétiques américaines pesaient lourd dans les décisions politiques. Paraphrasant C. Clausewitz, on pourrait dire que la guerre est la continuation de la politique économique par d'autres moyens.

En Iraq là encore, plus de mobiles que de buts. Il fallait renverser le régime républicain baasiste du tyran Hussein, qui menaçait la paix mondiale avec ses armes de destruction massive et surtout menaçait les pays du Golfe, l'Arabie saoudite et les intérêts pétroliers américains. *In fine*, ce fut l'argument utile pour forcer la porte à la guerre – auquel on rajouta tardivement le soi-disant soutien iraquien au terrorisme international. Le but énoncé par les néo-conservateurs était, après avoir libéré ces peuples de leurs tyrans et de leurs chaînes, d'établir des régimes démocratiques, s'attelant à une bonne gouvernance et au développement, et, accessoirement, de lever toutes les entraves aux commerces et aux affaires. Cela ne peut pas être un but de guerre, car ce dernier se doit d'être réalisable. Comment dans des pays où la démocratie est un mot de la culture occidentale dépourvu d'existence concrète, sociologiquement déconnecté de la réalité et de la tradition des peuples, transformer l'organisation sociale d'un coup de baguette magique ? De là, entre autres, l'échec de ces deux guerres.

Illustration récente de ce propos : le renversement par l'armée du gouvernement égyptien élu dirigé par les Frères musulmans a été approuvé par l'opposition démocratique, laquelle n'a pas craint de se réjouir du coup d'Etat.

On l'a vu encore une fois lors de l'intervention en Libye, initiée par la France, une France moins prudente et réfléchie que celle qui interviendra au Mali. Le but proclamé était de faire tomber le tyran et de laisser le peuple libyen prendre en main son destin. Ce qui, naturellement, devait obligatoirement amener à une bonne gouvernance et au respect des règles universelles de la démocratie. On le sait, ce ne sont pas comme ça que les choses se sont passées et d'un régime despotique on est passé à celui du chaos.

Et en Syrie ? Intervenir militairement serait prendre le risque d'armer et de donner le pouvoir aux ennemis de l'Occident. Toute une frange de militants sunnites radicaux soutenus et financés par l'Arabie saoudite et les pays du Golfe se donne rendez-vous en Syrie pour abattre le régime d'Assad. Aider ces factions, c'est prendre le risque de détruire le régime républicain syrien laïc et multiculturel – certes dévoyé, mais paradoxalement porteur des aspirations d'une partie du peuple arabe depuis la fin de l'Empire ottoman. Il est vrai que ce régime n'est qu'une caricature d'un régime démocratique et républicain, mais il a eu l'avantage de préserver la paix confessionnelle et les équilibres

(6) Cf. le site Internet en.wikipedia.org/wiki/Trans-Afghanistan_Pipeline.

ethniques et n'a jamais pratiqué le terrorisme d'Etat. On connaît trop les exactions dont sont capables les fondamentalistes sunnites ; ils en ont donné suffisamment d'exemples en Egypte, au Pakistan et en Iraq pour se leurrer sur ce qui se passerait s'ils arrivaient au pouvoir en Syrie.

En Syrie, les Etats occidentaux ne peuvent pas se lancer dans une opération limitée comme celle de Libye. Là, le pouvoir était dans les mains exclusives d'un despote, de sa famille et de leur camarilla, honnis par la majorité du peuple et sans soutien populaire. Lors de la Seconde Guerre mondiale, les Américains avaient des buts précis vis-à-vis du Japon et de l'Allemagne : d'abord détruire leur puissance militaire et leur infliger une défaite complète en brisant l'outil industriel et la résistance psychologique – ce fut une guerre totale – ; puis, après une épuration sous occupation militaire, reconstruire l'Etat sur d'autres bases en lui donnant une constitution et des institutions propres à favoriser une évolution démocratique. A ces conditions seulement, les buts pouvaient être atteints et ils le furent effectivement. Cela signifie qu'une opération en Syrie nécessiterait une implication totale des nations voulant y rétablir la paix et des opérations militaires de grande envergure. Une occupation dans la durée avec un effectif important serait nécessaire pour parvenir à la reconstruction de l'Etat et l'obtention d'un hypothétique consensus politique.

A considérer que les nations occidentales le veulent, faut-il encore qu'elles le puissent.

La complexité du conflit syrien et les interférences régionales ne portent pas à une vision optimiste sur un tel projet, nonobstant au surplus la protection efficace au Conseil de sécurité des Nations Unies de la Syrie par le parrain russe.

L'opération française Serval au Mali a été un succès militaire, car elle avait des buts de guerre limités : chasser du territoire malien les extrémistes qui menaçaient l'existence d'un Etat ami et ouvrir la porte à sa reconstruction. Ni plus, ni moins. La suite est maintenant entre les mains de l'ONU et des organisations de la région. Les guerres d'Afghanistan et d'Iraq sont des échecs car elles avaient des buts beaucoup trop ambitieux. En Syrie, la situation est tout aussi compliquée. Le pays a plongé dans une guerre civile, mêlant des raisons ethniques, religieuses et politiques, ainsi que l'implication directe d'entités régionales. Comment, dans ces conditions, distinguer l'ami de l'ennemi ? Est-il un ennemi, le membre d'une communauté chrétienne, ou un Druze, qui soutient le régime baasiste d'Assad par crainte des fondamentalistes sunnites ? Est-il l'ami, le Sunnite iraquien financé par le Qatar qui vient faire son *djihad* contre l'impie alaouite ? Les buts d'une intervention militaire occidentale en Syrie sont trop flous, inatteignables, et cette intervention entraînerait vraisemblablement toute la région dans le conflit, le Liban d'abord, ajoutant la guerre à la guerre.

APRÈS LE MALI

Nous l'avons dit, l'opération Serval fut un succès pour la France. Serval a permis de contrer l'offensive djihadiste en lui cassant les reins et, dans le mouvement, de favoriser l'unité et la restauration d'un Etat au Mali. Les élections présidentielles ont replacé la nation malienne, vaille que vaille, dans le champ du politique. Cependant ce succès temporaire et fragile est à relativiser. Sur le plan militaire, si aucune autre nation européenne n'aurait été à même de réaliser une telle opération, l'armée française n'avait face à elle somme toute qu'un adversaire relativement insignifiant en termes militaires. Selon les informations disponibles en sources ouvertes, AQMI, le MUJAO, Ansar Dine et d'autres factions mineures de la mouvance islamiste ne rassemblaient pas plus que 2 000 à 3 000 combattants entraînés et équipés. Lors du déclenchement de Serval, ces mouvements s'étaient adjoint quelques milliers de supplétifs, souvent des adolescents, de bien peu de valeur militaire.

L'armée française n'a pas eu à affronter des soldats équipés de blindés, d'artillerie, de batteries antichars et anti-aériennes et de moyens de détection électroniques. La campagne a surtout été un défi logistique. Aurait-elle dû se frotter à une force du type de celle que le Hezbollah opposa en 2006 à l'armée israélienne au Sud Liban, le bilan des pertes humaines et de matériels ainsi que la durée de l'opération et son succès se jugeraient à une autre échelle. Autre constat, celui de la faiblesse dans la projection des forces. Malgré sa présence dans plusieurs bases africaines de la région, l'armée française n'aurait pu, sans le concours matériel de ses alliés, amener sur le terrain, à plus de 4 000 km de son territoire, les 5 000 hommes et les 20 000 tonnes de matériel nécessaire (à fin février 2013) (7). Le déficit en avions de transport et d'avions ravitailleurs est criant. Quant aux moyens de renseignements, lacunaires, ils ne couvraient pas en *continuum* le champ des opérations et le recueil ne pouvait pas être totalement intégré et redistribué dans les délais utiles au commandement (8). Manque de drones de longues durées, manque d'appareils pilotés firent qu'il persistait un certain brouillard de la guerre et des zones inconnues. Ces carences n'auraient pas forcément empêché l'opération et son succès sans le secours de tiers, mais elle l'aurait compromise en réduisant considérablement son tempo. On sait que la vitesse était le gage de son succès ; ce dernier aurait été dès lors beaucoup plus coûteux si troupes et matériels étaient arrivés à un rythme ne permettant pas la rapidité du déploiement qu'on a vu et la surprise qu'elle a causée à l'adversaire.

Ce constat ouvre une question d'ordre politique. L'Union européenne existe et elle a même une politique de défense. Les moyens manquants à la France sont pour la plupart détenus par d'autres membres de l'Union : Anglais et Italiens possèdent des drones MALE (Moyenne altitude longue Endurance) ;

(7) Assemblée nationale, *Rapport d'information par la Commission de la défense nationale et des forces armées sur l'opération Serval au Mali*, n°1 288, 8 juil. 2013, pp. 43-47.

(8) *Ibid.* Note 7

des avions de transport tactiques et stratégiques, dont une partie est mutualisée dans un *pool* européen, l'European Air Transport Command (EATC) – que l'état-major des armées a renoncé à actionner étant donné des procédures trop longues et contraignantes ! (9) –, des navires de transport logistiques existent dans plusieurs marines européennes. Alors que l'intervention militaire au Mali a été sanctifiée par l'ONU, les membres de l'Union ont soit minaudé (le Sud), soit regardé ailleurs, ne se sentant pas concernés (le Nord). Cette Europe confédérale démontre sa vacuité dans l'exercice d'une politique internationale et l'utilisation de son bras armé. Alors que la plupart des pays européens s'étaient engouffrés dans le conflit d'Afghanistan dans le cadre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN), suite à l'appel à ses suppléants européens par l'Amérique de G. W. Bush, une affaire où les pays de l'UE n'ont presque rien eu à dire quant à la conduite de cette guerre et à la reconstruction de l'Etat, une guerre qui au demeurant les concernait si peu. On contemple là l'abysse qui sépare les deux cas, le second au Sahel où on n'intervient pas, alors qu'il s'agit de l'un de ses membres, intervenant aux portes du continent dans un conflit avec des intérêts européens bien présents.

Le Parlement français devra s'en souvenir à l'occasion des débats consacrés à la prochaine loi de programmation militaire, car l'Europe de la défense n'existe pas, elle est un mythe, au mieux un idéal. Il existe pourtant des procédures et des entraînements, voire des unités communes, des états-majors communs pouvant être mis sur pied rapidement. Certains moyens sont mutualisés, mais tant que la volonté et la direction politiques n'existeront pas, la France, pour agir dans un cadre comme celui du Mali, ne pourra compter que sur elle-même. Elle doit donc prendre garde à ne pas laisser se déliter son outil militaire. Malgré le contexte budgétaire difficile, elle doit absolument le moderniser, particulièrement ses moyens terrestres, en actant le remplacement de ses blindés légers, ceux-là mêmes qui ont fait le succès de Serval, AMX10RC, EBR 90 et VAB, tous conçus et mis en service dans les années soixante et soixante-dix. Les programmes existent (Scorpion), mais sont constamment ralentis ou remis en cause (10) Les programmes consacrés à l'observation et aux renseignements aériens, qu'il s'agisse de drones ou autres équipements, malgré le déficit criant de ces moyens lors des opérations en Afghanistan, n'ont toujours abouti à rien, sur fond de rivalité industrielle, de déficit budgétaire et pataquès des programmes de coopération européens.

Une poursuite sur cette voie conduirait la France, comme le Royaume-Uni, encore plus engagé sur cette pente glissante, vers l'insignifiance militaire, donc une perte majeure de son importance et de son indépendance politique, ainsi que de sa capacité à agir dans le monde. Cette perte, sans pour autant que le relais soit pris par une Union européenne cohérente et dotée des moyens de l'exercice de la puissance, pourrait être un coup mortel porté à l'Europe.

(9) *Rapport d'information par la commission de la défense nationale et des forces armées sur l'opération Serval au Mali*. P. 86

(10) Stéphane FERRARD, « EBRC : tout viendra à point pour qui saura attendre », *Défense et sécurité internationale*, n° 94, juil.-août 2013.

* *
*

La France doit préserver la nécessaire adaptabilité de son outil militaire, comme l'expérience afghane en a démontré la nécessité, et doit pouvoir répondre à une surprise stratégique. La guerre de demain ne sera pas forcément celle qu'on attend. La France doit également veiller à assurer la protection de son territoire, lequel inclut, naturellement, les territoires d'outre-mer. Elle possède la seconde surface de zones économiques exclusives de toutes les nations de la planète, répartie sur tous les océans. Ce vaste territoire est séparé par de longues élongations nécessitant des moyens logistiques qu'elle ne possède plus et une marine pour patrouiller et protéger qui est aujourd'hui « juste insuffisante » (11). Elle doit aussi préserver ses capacités militaires de projection aéroterrestre et assurer sa mission de défense du territoire. Qui (12), en 1929, avait prévu l'invasion de la Pologne dix ans plus tard ? Le monde change vite et les capacités militaires, en matériel et savoir-faire, sont longues à acquérir. La France a la chance de posséder une industrie de l'armement moderne, inventive et performante. Les acquisitions de l'armée française proviennent presque en totalité de son industrie nationale et l'argent dépensé reste en France, tout en assurant l'essor d'une industrie exportatrice qui représente 350 000 emplois (13).

La définition précise des buts de guerre, subordonnés aux réalités et finalités politiques, devrait être une constante de la politique française. La France doit défendre ses intérêts et ceux de ses alliés, même par la guerre si nécessaire. Cependant, on ne voit pas l'intérêt de la France dans la vindicte de la présidence Hollande contre le régime syrien. A croire que le président Hollande, saisi d'une *ubris* victorieuse après l'opération malienne, se soit senti pousser les ailes d'un chef des armées et revendique désormais le premier rôle des redresseurs de torts. La France ne peut plus, comme elle l'a fait en 1860, débarquer des troupes au Liban pour protéger les Chrétiens, elle n'en a plus les moyens et cette posture ne fait qu'agrandir le gouffre entre ce qu'elle voudrait et ce qu'elle peut. L'affaire de l'utilisation d'armes chimiques, armes prohibées par le Protocole de Genève (14), où on vit le président américain B. Obama lui-même reculer et saisir la perche tendue par la diplomatie russe, laissa le gouvernement français pantois. Le Président de la première puissance mondiale est plus stratège que ses prédécesseurs et sait faire la pesée des intérêts. D'aucuns pourraient s'en inspirer.

(11) A la publication du Livre blanc de la Défense de 2008, c'est déjà ce qui se disait du format retenu pour la Marine. Le Livre blanc 2013 réduit encore ce format de manière conséquente. Au milieu de la prochaine décennie, les marines japonaise, coréenne et chinoise seront supérieures à la marine française, non seulement en tonnage, mais également en puissance de feu.

(12) A part quelques esprits d'une extrême lucidité, tel Maurice Barrès.

(13) Entretien avec Nicole Gnesotto par Joseph HENROTIN, « Europe de la Défense et livre blanc 2013. Une ambition forte et raisonnable » *Défense et Sécurité internationale*, n°93, juin 2013.

(14) Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiant, toxique ou similaires et de moyens bactériologiques, ouvert à la signature le 17 juin 1925 et entré en vigueur le 8 février 1928 et dont 135 Etats sont parties. La Syrie vient d'y adhérer.

La guerre nécessite l'évaluation d'une stratégie du possible et la conformité de l'outil militaire à cette réalité. Il faut bien dire que le possible pour les armées françaises est aujourd'hui assez limité. La France, depuis la signature du Traité de Rome en 1957, s'est engagée sur le chemin de l'Union européenne. Elle doit donc développer une stratégie politique pour que la politique de sécurité collective et de défense européenne se développe et se renforce, tout en gardant, jusqu'à l'avènement d'une véritable armée commune et d'une véritable politique étrangère commune, des moyens militaires suffisants pour protéger sa souveraineté et ses intérêts dans le monde. L'antienne, si souvent prononcée par les hommes politiques français, de la grandeur de la France ne pourra se perpétuer que par la concrétisation de l'unification européenne. L'Europe est aujourd'hui la deuxième puissance militaire mondiale si on cumule les moyens des Etats membres, mais elle n'a pas d'existence politique en tant que telle sur la scène internationale. Elle dispose d'armées de haute technicité, rompues au combat. Une intégration poussée de ces moyens, une politique cohérente et coordonnée d'acquisition des matériels et un commandement unique en feraient un outil de puissance redoutable et bienvenu dans la compétition pour un *leadership* mondial qui s'annonce pour les prochaines décennies. Ce n'est que par une Europe forte et unie et en son sein que la France pourra éviter le déclassement et, à l'avenir, affronter la guerre ou la dissuader et maintenir une forte présence dans le monde. Vaste programme !